

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Tasnime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Marché global de performance pour la Cité de l'alimentation - Approbation du recours à la procédure de dialogue compétitif, jury, primes

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 30 juillet 2020 la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, en engageant une étude sur l'optimisation de la production alimentaire. Il s'agit d'inscrire la restauration scolaire dans une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts (filieres locales d'agriculture urbaine et/ou péri-urbaine), qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire, et à l'éducation des jeunes générations.

L'Unité Centrale de Production (UCP) de la restauration scolaire de la Ville de Montpellier est en service depuis 1982. Elle a été réhabilitée une première fois dans les années 1993/1994 afin de se mettre aux normes et de pouvoir répondre à un besoin croissant ; ces travaux lui permettant d'assurer dans un premier temps, la fabrication et la livraison de 8 500 repas par jour en moyenne. En septembre 2020, la production conjuguée de l'UCP atteint un seuil de production de 12 600 repas/jour. L'évolution du nombre de repas à servir chaque jour implique une évolution des infrastructures.

Par délibération du 26 juillet 2021 la Ville de Montpellier a approuvé la construction d'une Cité de l'Alimentation adossée au Marché d'Intérêt National (MIN) contenant :

- Une Unité de Production Alimentaire (UPA) de 16 000 repas pour la Ville dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Une Base Logistique de Transformation Primaire (BLTP) pour la Ville et la Métropole dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Un tiers lieu (épicerie solidaire, lieu ressource pédagogique...) avec des cours de cuisine, notamment pour les enfants dont l'objectif est une ouverture en 2025 ;
- Un bus pédagogique itinérant, permettant de décentraliser les animations dont l'objectif est une mise en service en 2025 ;
- Un jardin pédagogique, dont l'objectif est une ouverture en 2026.

Le projet global de la Cité de l'Alimentation est estimé à 39.2 M€.

Pour réaliser ces travaux, il est proposé, conformément à l'article L.2171-1 du Code de la commande publique, de passer un marché global de performances qui permet de mener conjointement la conception, la réalisation mais également l'exploitation et la maintenance de ce nouvel équipement. Ce type de contrat est particulièrement adapté au projet envisagé car il permet :

- Une approche globale du projet et une appréhension transversale des problématiques, qui devrait réduire les risques d'interface entre les intervenants et optimiser les délais ;
- Une responsabilisation du constructeur sur la conception et la réalisation ;
- L'assurance d'une garantie dans le temps, pendant la phase d'exploitation, des performances contractuelles, la rémunération du titulaire du contrat pour l'exploitation et la maintenance étant liée à l'atteinte des engagements de performances.

En effet, comme le précise l'article L.2171-3 du Code de la commande publique, le marché global de performance comporte des objectifs et engagements de performance mesurables, définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique.

En application de l'article R. 2171-15 du Code de la commande publique, la procédure suivie pour conclure ce marché global sera celle du dialogue compétitif. C'est en effet la procédure qui semble la plus adaptée aux objectifs de performance fixés dans le cadre des marchés globaux de performance, puisque l'acheteur :

- Définit ses besoins et ses exigences dans l'avis de marché et, le cas échéant, dans un programme fonctionnel ou un projet partiellement défini ;
- Dialogue avec les candidats retenus afin d'identifier et définir avec chacun d'entre eux, les moyens et solutions de nature à satisfaire au mieux ses besoins, tous les aspects du marché pouvant être discutés avec les participants sélectionnés ;
- Invite chaque candidat, lorsqu'il estime que le dialogue est arrivé à son terme, à déposer une offre.

Un jury sera sollicité afin d'émettre un avis motivé sur les candidats à retenir, d'examiner les prestations remises, d'auditionner les candidats et de formuler un avis motivé. Il se prononce notamment concernant l'octroi des primes aux candidats sélectionnés. En effet, dans la mesure où ils doivent remettre des prestations comprenant notamment un Avant-Projet Sommaire (APS), une prime, représentative du coût des études de conception, avec un abattement maximum de 20 %, doit leur être attribuée.

A l'issue, et tenant compte de l'avis du jury, la commission d'appel d'offres choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le planning de l'opération prévoit le lancement de l'appel à candidatures au cours de l'été 2022, avec une phase de consultation qui permettra de désigner un titulaire à l'automne 2023, les phases études, construction et mise en route des équipements permettant d'envisager une mise en service en 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement d'une procédure de dialogue compétitif afin de conclure un marché global de performance concernant la future Cité de l'Alimentation ;
- De décider que trois candidats seront admis au dialogue, après la phase de sélection des candidats, chaque équipe recevant une prime maximale d'un montant de 200 000 € HT ;
- De dire que le jury sera composé comme la commission d'appel d'offres, à laquelle se joindront des personnalités ayant une qualification équivalente à celles des candidats dans la matière objet de la consultation ;
- D'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192668-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.